

**CONVENTION DE SOUTIEN DE L'ETAT A DES ACTIONS  
DE RECHERCHE ET D'INNOVATION PAR VOIE DE SUBVENTION**

**FONDS DE COMPETITIVITE DES ENTREPRISES**

**CONDITIONS GENERALES**  
**(Sociétés commerciales et assimilées)**

**PREAMBULE :**

*L'aide est accordée dans le cadre de :*

- la loi N°2000-321<sup>1</sup> du 12 avril 2000 ;
- du décret N°2001-495 du 6 juin 2001<sup>1</sup> ;
- du décret N°99-1060 du 16 décembre 1999<sup>2</sup> relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement, modifié par le décret N°2003-367 du 18 avril 2003<sup>3</sup>, complété par le décret N° 2001-1058 du 13 novembre 2001<sup>4</sup> et précisé par l'arrêté du 5 juin 2003<sup>5</sup> relatif à la constitution du dossier pour une demande de subvention de l'Etat pour un projet d'investissement.

*Les présentes conditions générales s'appliquent aux sociétés commerciales, aux groupements d'intérêt économique, aux entreprises publiques, aux centres techniques, aux associations ainsi qu'à certains établissements publics dont le modèle économique est comparable à celui de sociétés commerciales*

*Le service du ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie chargé par le directeur général de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services de vérifier l'exécution de la convention est précisé dans les conditions particulières ; il est désigné par la suite : "le Service".*

**ARTICLE 1 - OBJET - DÉLAIS DE REALISATION – CLOTURE :**

Le Titulaire s'engage à réaliser, avec la participation financière de l'Etat, et dans le délai défini à l'article 1 des conditions particulières, le projet décrit dans les Annexes Technique et Financière de la convention. Il s'oblige à rechercher une valorisation industrielle et commerciale, dans le cadre de son activité, y compris sous toute forme de droits (titres) de propriété industrielle, de produits directs ou dérivés de ce projet.

La date de commencement des travaux et de prise en compte des dépenses, est réputée être celle de la date de notification de la convention, sauf dérogation précisée dans les Conditions Particulières.

Sauf dérogation précisée dans les Conditions particulières et ses avenants la durée de réalisation du projet ne peut être supérieure à 48 mois.

Sauf dérogation précisée dans les conditions particulières et ses avenants le Titulaire doit informer le Service de l'achèvement du projet au plus tard 48 mois à compter de la date de commencement des travaux. A défaut, l'Etat sera dégagé de toute obligation de versement de l'aide et pourra, le cas échéant, demander au titulaire le reversement des avances et des acomptes.

---

1 publié au Journal Officiel de la République française du 13/04/2000 (loi) et 10/06/2001 (décret)

2 publié au Journal Officiel de la République française du 18/12/1999

3 publié au Journal Officiel de la République française du 20/04/2003

4 publié au Journal Officiel de la République française du 15/11/2001

5 publié au Journal Officiel de la République française du 29/06/2003

La clôture administrative de la convention, qui libère l'Etat et le titulaire de leurs droits et obligations réciproques, intervient au plus tard 3 années civiles après la fin de l'année du paiement du solde.

## **ARTICLE 2 - AIDE :**

L'Etat accorde, selon les modalités figurant à l'article 2 des Conditions Particulières, un concours financier, dénommé dans les conditions générales « aide », au plus égal au produit du montant total des dépenses prévisionnelles retenues dans l'Annexe Financière par le taux fixé à l'article 2, sous réserve, en cas de cumul d'aides, du respect des plafonds communautaires.

Les dépenses prises en compte au titre de l'aide sont celles liées directement à l'exécution du projet, mentionnées dans l'Annexe Financière, et effectuées à compter de la date de notification de la convention, sauf dérogation précisée à l'article 1 des Conditions Particulières.

Le montant de ce concours ne peut en aucun cas dépasser le montant indiqué à l'article 2 des Conditions Particulières.

Du fait de l'absence de lien direct entre la prestation rendue et sa contrepartie en valeur - cf dispositions de l'instruction n°181 du 08/09/1994 - DGI/SLF - Bulletin officiel du 22/09/1994 de la Direction Générale des Impôts -, l'aide n'entre pas dans le champ d'application de la TVA.

## **ARTICLE 3 - COORDINATION :**

Un projet peut être mis en œuvre par plusieurs partenaires. Les soutiens accordés à chaque partenaire disposant d'une personnalité morale sont individualisés dans des conventions spécifiques.

Sauf dérogation mentionnée dans les Conditions Particulières, pour tout projet coopératif, un des partenaires doit être désigné comme chef de file.

Le chef de file est chargé de transmettre au Service, après l'avoir validé, le rapport final d'exécution du projet à l'appui des demandes de versement du solde de l'aide accordée. Il peut également être chargé d'informer le Service et chaque Titulaire de toute correspondance ou échange concernant le déroulement du projet.

## **ARTICLE 4 - VERSEMENT DE L'AIDE :**

4.1 - L'aide sera versée suivant les modalités suivantes :

Une avance peut être versée à notification de la convention. Son montant et son taux sont précisés dans les Conditions Particulières. L'avance ne peut excéder 5% du montant prévisionnel de l'aide, sauf dérogations suivantes où ce taux peut être porté à :

- 30% lorsque l'aide est accordée à un établissement public ou à une société n'employant pas plus de 2000 personnes et dont le capital n'est pas détenu à plus de 50% par une ou plusieurs sociétés ne respectant pas ce critère ;
- 20% lorsque l'aide est accordée à un organisme sans but lucratif.

Des acomptes peuvent être versés, au fur et à mesure de l'avancement des travaux. La somme de l'avance et de ces acomptes ne peut en aucun cas excéder 80% du montant prévisionnel.

Pour la détermination du montant de chaque versement de l'aide, seules les dépenses effectivement réalisées à compter de la date de commencement des travaux sont prises en compte.

4.2 - Le paiement des sommes dues par l'État s'effectue selon les modalités prévues à l'article 4 des Conditions Particulières, sur présentation des justificatifs suivants, validés par le chef du Service :

- pour le ou les versement(s) intermédiaire(s) :
  - un compte rendu d'avancement du projet signé par le Titulaire ;
  - un état récapitulatif des dépenses effectuées depuis la date de commencement des travaux ou depuis le paiement intermédiaire précédent, établi selon le modèle et le référentiel de contrôle annexés aux présentes conditions générales. Dans le cas où le montant de l'aide est supérieur à 3 M€, cet état devra être accompagné par le rapport mentionné à l'article 5.3.4 ;
  - le cas échéant, les justificatifs prévus dans les conditions particulières par une clause à paiement.
- pour le versement du solde :
  - un compte rendu final d'exécution du projet, commun, sauf dérogation mentionnée dans les Conditions Particulières à tous les partenaires du projet, signé par le Titulaire et, pour les projets coopératifs, par le chef de file désigné dans les Conditions Particulières ;
  - un état récapitulatif général des dépenses effectuées, depuis la date de commencement des travaux, établi selon le modèle et le référentiel de contrôle annexés aux présentes conditions générales. Dans le cas où le montant de l'aide est supérieur à 23 000 €, cet état devra être accompagné par les documents mentionnés aux différents alinéas de l'article 5.3 ;
  - un état récapitulatif de l'ensemble des aides publiques obtenues par le titulaire pour tout ou partie du projet, quelles que soient leur forme (prêt, aide remboursable, subvention... exonérations de charges ou de cotisations sociales -JEI, pôles de compétitivité...) et leur origine (Commission, Etat, collectivités locales...), certifié exact par le Titulaire ;
  - le cas échéant, les justificatifs prévus dans les conditions particulières par une clause à paiement.

Les différences constatées entre les états récapitulatifs des dépenses présentés par le Titulaire et l'annexe financière font l'objet des dispositions de l'article 7.1.

Les demandes de paiement, accompagnées de tous les justificatifs nécessaires, doivent parvenir au Service **dans un délai maximum de 12 mois** après la fin du projet. A défaut, la convention sera clôturée en l'état, l'État étant déchargé de toute obligation de versement de l'aide.

Le montant de chaque versement est calculé par application aux dépenses retenues du taux d'aide figurant à l'article 2 des Conditions Particulières.

S'il apparaissait que le cumul des aides obtenues pour le projet dépassait les plafonds communautaires ou nationaux, l'aide accordée au titre du FCE serait réduite à due proportion par le non versement, en partie ou en totalité, du solde, voire en demandant le reversement des sommes dépassant les plafonds communautaires ou nationaux.

4.3 - Les sommes versées au Titulaire au titre de la présente convention ne lui sont définitivement acquises qu'à la clôture administrative de la convention.

## **ARTICLE 5 - CONTRÔLE DES TRAVAUX ET DES DEPENSES :**

5.1 - Le Titulaire s'engage à adresser au Service les comptes rendus que celui-ci demandera sur l'état d'avancement du projet aidé et sur ses conséquences techniques et commerciales, et ce jusqu'à la clôture administrative de la convention.

5.2 – Sur demande du Service, le titulaire s'engage à lui transmettre dans un délai raisonnable tout ou partie des pièces justificatives de dépenses. Ces pièces, à l'usage exclusif de l'administration, resteront confidentielles.

### 5.3 – Le contrôle de premier niveau des états de dépenses

Le montant d'aide visé par le présent article est celui stipulé dans l'article 2 des conditions particulières de la convention, compte tenu des éventuelles modifications apportées à ces conditions particulières par voie d'avenant.

**5.3.1 - Dans le cas où le montant de l'aide est supérieur à 23 000 €, l'état récapitulatif général des dépenses effectuées, transmis au Service par le Titulaire en vue du versement du solde (cf. article 4.2), fait l'objet d'un contrôle de premier niveau. Ce contrôle est exercé par un auditeur juridiquement indépendant du titulaire (commissaire aux comptes ou expert comptable) et mandaté par lui. Il porte sur le respect des règles décrites par le référentiel de contrôle annexé aux présentes conditions générales.**

**5.3.2 - Dans le cas où le montant de l'aide est compris entre 23 000 € et 200 000 €, le contrôle de premier niveau prend la forme d'une attestation de conformité de l'état des dépenses effectuées au référentiel de contrôle annexé à la présente convention.** Cette attestation est établie par l'auditeur et transmise au Service par le Titulaire en même temps que cet état.

**5.3.3 - Dans le cas où le montant de l'aide est supérieur à 200 000 €, le contrôle de premier niveau s'effectue selon une procédure convenue entre le Titulaire et l'auditeur, dont le cadre est fixé par le cahier des charges annexé à la convention ; il donne lieu à un rapport portant sur l'état récapitulatif général des dépenses effectuées ; ce rapport est établi par l'auditeur et transmis au Service par le Titulaire en même temps que cet état.**

**5.3.4 - Dans le cas où le montant de l'aide est supérieur à 3 000 000 €, le contrôle de premier niveau s'applique également aux états récapitulatifs des dépenses effectuées établis pour les versements intermédiaires, selon les modalités prévues aux 5.3.1 et 5.3.3.**

5.4 - Jusqu'à la clôture administrative de la convention, le Service se réserve le droit de procéder, ou faire procéder, à un contrôle de second niveau, sur pièces et sur place, portant sur les éléments administratifs et financiers de la convention. Ce contrôle est effectué aux frais du Service. Il est effectué sur la base des documents contractuels et porte sur le respect des règles décrites par le référentiel de contrôle annexé aux présentes conditions générales. Le Titulaire en est informé au moins deux mois à l'avance. Le Titulaire s'engage à présenter, lors de ce contrôle, l'ensemble des pièces nécessaires. Les informations recueillies au cours de ce contrôle resteront confidentielles.

## **ARTICLE 6 - EVALUATION DES RETOMBÉES DU PROGRAMME/PROJET :**

Pendant toute la durée du projet et jusqu'à la clôture administrative de la convention, le Titulaire s'engage à communiquer, à la demande du Service, tous les éléments nécessaires à l'évaluation des retombées du projet : activités générées, emplois créés ou préservés, essaimage, produits de cessions ou concessions de licences, brevets, logiciels ou savoir-faire, commercialisation de prototypes, maquettes ou pré séries, produits, procédés... .

En complément, pendant toute la durée du projet et jusqu'à la clôture administrative de la convention, le Service se réserve le droit de faire procéder à l'évaluation technique et économique des retombées du projet. Cette évaluation sera réalisée à la charge du Service. Le Titulaire sera informé du choix de l'expert ou de l'organisme désigné par le Service. Il ne pourra le récuser que si ce choix conduit à un conflit d'intérêt entre le Titulaire et l'expert.

## **ARTICLE 7 - MODIFICATIONS DU PROJET :**

7.1 - Le Titulaire doit notifier au Service les modifications qui affectent la durée et/ou le déroulement du projet tel qu'il est décrit dans l'Annexe Technique de la convention. Ces modifications doivent être motivées et notifiées par écrit au service au moins un mois avant la date de fin du projet, prévue à la convention. A défaut de notification dans ce délai, les modifications ne pourront être prises en compte.

7.2 – Les états justificatifs de dépenses présentés tant pour les versements intermédiaires que pour celui du solde, peuvent comporter des écarts par rapport à l'annexe financière, que le Service peut ou non valider.

Ces écarts peuvent relever des trois catégories suivantes :

- Catégorie 1 : écarts pris en compte de droit par le Service sans notification particulière de sa part :
  - suppression d'une ligne et/ou d'un tableau dans l'état de dépenses par rapport à l'annexe financière (sauf s'agissant du tableau 1) ;
  - sur les tableaux T1 et T6 - sur une ligne donnée, écart venant d'une variation des éléments de calcul (coût unitaire, nombre d'unités, coût total) inférieure ou égale à 5 % du montant de ces mêmes éléments de calcul indiqué dans l'annexe financière ;
  - sur les autres tableaux que T1 et T6 – écarts venant de variations des éléments de calcul (coût unitaire, nombre d'unités, coût total) se traduisant par une variation du total de chaque tableau inférieure ou égale à 5 % du montant de l'annexe financière ;
- Catégorie 2 : écarts susceptibles d'être pris en compte par le Service au titre de son pouvoir d'appréciation :
  - sur la base des justifications spécifiques présentées par le Titulaire, soit à l'occasion de la transmission d'un état justificatif de dépenses, soit à tout autre moment antérieur à la fin des travaux ; au titre de chaque tableau de l'état de dépenses cumulé, écart inférieur ou égal à 15% du montant de l'annexe financière, résultant de modifications de lignes existantes et/ou de l'introduction de lignes supplémentaires ;
  - pour les dépenses du tableau 2 de l'annexe financière (amortissement d'équipements de R&D) : modification du taux d'utilisation de l'équipement (taux de référence) n'entraînant pas de variation des dépenses du tableau 2 supérieure à 15% du montant de l'annexe financière.
- Catégorie 3 :
  - écarts ne relevant pas des deux catégories ci-dessus ;

Pour les écarts de **catégorie 2**, la décision du Service se traduit soit par la validation implicite des écarts par le versement de l'aide qui en résulte, soit par un courrier spécifique.

Pour la prise en compte des écarts de **catégorie 3**, il est nécessaire de modifier l'annexe financière par avenant à la convention. Dans ce cas précis, le titulaire devra motiver et notifier par écrit au service sa demande de modification de l'annexe financière au moins un mois avant la date de fin du projet prévue à la convention.

En cas d'opposition du Service, et sans préjudice des stipulations des articles 9, 10 et 12, les dépenses prises en compte pour le calcul des versements intermédiaires comme du solde final seront plafonnées, pour chaque catégorie de dépenses, au montant du poste correspondant dans l'Annexe Financière de la convention dans la limite des justificatifs produits.

Dans l'hypothèse où le projet subirait des modifications successives, le respect ou le dépassement des pourcentages fixés ci-dessus sera apprécié en fonction du cumul des variations de montants induites par chacun des ajustements considérés.

7.3 - Les modifications relatives à la dénomination sociale du Titulaire doivent être notifiées dans un délai de 30 jours à compter de leur approbation par l'assemblée générale de la société.

Elles seront prises en compte de plein droit sauf dans les cas où :

- la modification intervient à la suite de la création d'une société nouvelle par fusion ;
- la modification intervient à la suite de l'absorption du titulaire par une autre société.

7.4 - Le Titulaire doit motiver par écrit au Service sa décision d'arrêter les travaux ou de se retirer du projet dans un délai maximal de 30 jours à compter de celle-ci.

Le Service déterminera les conditions dans lesquelles les dépenses effectuées feront l'objet d'un éventuel versement et/ou dans lesquelles le reversement de tout ou partie des sommes déjà versés pourra être exigé, en tenant compte :

- des motifs de l'abandon au regard des obligations du Titulaire, telles que prévues notamment par les articles 1 et 11;
- des travaux effectués antérieurement à la décision d'abandon, au regard de ceux décrits dans les annexes technique et financière.

A défaut de notification dans les conditions fixées ci-dessus, la convention sera soldée en l'état, sans préjudice des dispositions prévues à l'article 10. Aucun versement, au delà du dernier paiement effectué ne sera dû.

#### **ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE :**

Le Service n'intervient en rien dans les rapports que le Titulaire entretient avec les sous-traitants éventuels et sa responsabilité contractuelle ne saurait être engagée à ce titre.

Sauf dérogation prévue dans les conditions particulières de la convention il ne peut y avoir de sous traitance entre partenaires d'un même projet. Ces dépenses, si elles n'ont pas été autorisées dans les conditions particulières, seront déduites de l'assiette des dépenses réalisées par le titulaire.

Les sous-traitances au profit d'entreprises ou d'organismes avec lesquels le bénéficiaire a des relations capitalistiques ou de gouvernance doivent avoir fait l'objet d'une déclaration préalable dans la rédaction de l'annexe financière. Ces dépenses, si elles n'ont pas été autorisées dans les conditions particulières, seront déduites de l'assiette des dépenses réalisées par le titulaire.

#### **ARTICLE 9 - MODIFICATION DU CAPITAL :**

Toute modification du capital affectant le contrôle du Titulaire ou de ceux de ses établissements qui sont impliqués dans la réalisation du projet aidé, doit, jusqu'à la clôture administrative de la convention, être notifiée au Service dans un délai de 30 jours à compter de son approbation par l'assemblée générale de la société.

Le service pourra résilier la convention et demander le reversement de tout ou partie des sommes versées au Titulaire, notamment:

- en cas de défaut de déclaration de toute modification du capital affectant le contrôle du Titulaire de la convention;
- si le Service estime que la modification du capital est de nature à compromettre l'application de l'article 1, premier paragraphe, des Conditions Générales ou des dispositions figurant dans les Conditions Particulières.

#### **ARTICLE 10- REVERSEMENT :**

10.1 - Le Service exigera le reversement de tout ou partie des sommes versées au titre de la convention en cas d'inexécution par le Titulaire de ses obligations contractuelles, notamment en cas :

- de refus de communiquer au Service les documents prévus aux articles 4 et 6 ;
- d'empêchement fait au Service de procéder aux contrôles prévus à l'article 5 ;

10.2 – Le Service pourra exiger le reversement de tout ou partie des sommes versées au titre de la convention en cas d'inexécution par le Titulaire de ses obligations contractuelles, notamment en cas :

- d'exécution partielle du projet aidé. Cette clause sera appliquée selon les conditions définies à l'article 7.4 ;
- de cession -totale ou partielle- ou de liquidation judiciaire prononcée par un Tribunal ainsi qu'en cas de cessation d'activité, de dissolution ou de liquidation amiable du Titulaire ;
- de mise en cause du caractère coopératif du projet. Cette clause sera appliquée selon les conditions définies à l'article 11 ;
- de renonciation, par le Titulaire, à valoriser industriellement ou commercialement les résultats du projet aidé ou s'il cède l'exploitation<sup>6</sup> à un tiers en désaccord avec le Service. Cette clause pourra être appliquée s'il apparaît que le Titulaire, même s'il ne renonce pas officiellement à cette exploitation, ne fait pas en pratique ses meilleurs efforts pour en assurer le succès.

10.3 - Si les contrôles prévus à l'article 5 font apparaître que tout ou partie des sommes reçues par le Titulaire n'ont pas été utilisées ou l'ont été à des fins autres que celles prévues par la présente convention, le Service exigera le reversement de ces sommes.

10.4 - Dans les cas prévus aux paragraphes 10-1, 10-2 et 10-3 ci-dessus, le reversement sera de droit, sans qu'il y ait lieu à formalités judiciaires ou extrajudiciaires.

#### **ARTICLE 11 - MISE EN CAUSE DU CARACTERE COOPERATIF DU PROJET :**

Pour les projets mis en œuvre par plusieurs partenaires, les Titulaires s'engagent à informer le Service de toutes les difficultés rencontrées dans l'exécution de cet accord, en particulier lorsque l'un d'entre eux décide d'abandonner les tâches de recherche et développement ou de commercialisation dont il a la responsabilité ou lorsque les Titulaires souhaitent qu'un nouveau partenaire participe au projet.

Dans le cas où l'accord entre les partenaires au projet serait rompu, notamment en cas de défaillance de l'un d'entre eux, le chef du Service se réserve le droit de réexaminer l'aide accordée par l'État pour l'ensemble du projet. Le Service déterminera les conditions dans lesquelles les dépenses effectuées feront l'objet d'un éventuel versement et/ou dans lesquelles le reversement de tout ou partie des sommes déjà versés sera exigé, en tenant compte :

- de la responsabilité individuelle de chaque partenaire dans la remise en cause du caractère coopératif du projet ;
- des travaux effectués antérieurement à cette remise en cause ;
- du respect des obligations contractuelles.

#### **ARTICLE 12 - PROTECTION DES RÉSULTATS**

Lorsque le projet comporte des actions de recherche et de développement de nature à aboutir à un dépôt de brevet, le Titulaire est tenu d'avertir le Service de toute intention de cession du brevet en cause. Le Titulaire peut procéder à cette cession, sans autorisation préalable du Service. En cas d'omission d'information ou dans le cas où cette cession aurait pour effet de perturber l'économie globale du projet, le Service se réserve le droit de mettre en œuvre les dispositions prévues à l'article 10.

---

6. La cession de l'exploitation à un tiers s'entend du transfert de l'utilisation ou de la propriété des inventions, procédés, méthodes, produits, matériels, logiciels réalisés ou élaborés à l'occasion du projet, y compris lorsque ce tiers est une filiale du groupe auquel appartient le Titulaire.

### **ARTICLE 13 - RESILIATION :**

En cas de non respect par l'une ou l'autre des parties des engagements inscrits dans la convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit dans un délai de 3 mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure.

Dans le cas où la demande émanerait du Titulaire, celle-ci devra être adressée, dans les mêmes conditions, au chef du Service.

### **ARTICLE 14 - COMMUNICATION :**

Sauf si le Titulaire fait connaître par écrit son opposition, le Service pourra communiquer sur les objectifs généraux du projet aidé, ses enjeux et résultats. Le Service fera préalablement approuver par le Titulaire le contenu de la communication qu'il envisage de mener. Cette dernière ne pourra en aucun cas porter sur des éléments confidentiels.

Le Titulaire s'engage à mentionner le soutien apporté par le ministère de l'Economie, de l'Industrie et de l'Emploi (Direction Générale de la Compétitivité, de l'Industrie et des Services) dans ses propres actions de communication sur le projet de recherche aidé et de ses résultats.

### **ARTICLE 15 – PUBLICITE :**

Pour les conventions portant sur un montant de subvention supérieur à 200 000 euros, le titulaire s'engage à informer et consulter son comité d'entreprise ou son comité d'établissement (désigné par la suite « CE ») conformément aux dispositions de l'article R. 2323-7-1 du code du travail. L'information et la consultation du comité d'entreprise devront porter sur la nature de l'aide, son objet, son montant, les modalités et les conditions de versement.

Le titulaire mettra à disposition des services de l'Etat, les justificatifs suivants : convocation du CE, éléments d'information fournis au CE et compte-rendu du CE. **L'absence récurrente ou persistante de respect de ces obligations est susceptible de conduire l'Etat à exiger le reversement partiel ou total de l'aide.**

Enfin, la réalisation de cette information et la consultation n'exonèrent pas l'entreprise du respect des formalités prévues aux articles R. 2323-9 et R.2323-11 du code du travail, qui prévoient l'information régulière du comité d'entreprise lors de la présentation à celui-ci du rapport sur la situation économique de l'entreprise.

### **ARTICLE 16 - ATTRIBUTION DE JURIDICTION :**

Les Tribunaux Administratifs sont seuls compétents pour toute contestation relative à la présente convention.